

# fédération CGT Éducation Recherche Culture > Actualité > Face au mépris et à l'arrogance, répondons lutte et solidarité (...)



# Face au mépris et à l'arrogance, répondons lutte et solidarité !

dimanche 26 janvier 2020, par [Bariaud](#)



## Face au mépris et à l'arrogance, répondons lutte et solidarité !

Alors que les éditorialistes, relais gouvernementaux permanents, ne cessent d'annoncer la fin des mobilisations contre le projet de loi de retraites à points, nous étions des centaines de milliers dans la rue le 24 janvier, tout comme le 23 dans les retraites aux flambeaux organisées dans de nombreuses villes et tous les jours dans des mobilisations nombreuses et multiformes qui toutes montrent la détermination du mouvement social !

Dans l'éducation et l'ESR, les grèves et les mobilisations se poursuivent, se renforcent et se diversifient comme l'ont prouvé les très gros cortèges du 24 janvier. Les personnels mobilisés montrent aussi leur colère devant les réformes en cascades, en jetant de manière symbolique leurs outils de travail devant les directions départementales ou académiques, les préfectures (manuels scolaires obsolètes par la multiplication de contre-réformes, cartables alourdis symbolisant les charges de travail en augmentation permanente...). Dans les universités et les laboratoires de recherche des AG ont à nouveau réuni personnels et étudiants. Ils et elles ont réaffirmé leur exigence de retrait de la réforme des retraites. Ils et elles ont aussi débattu des conséquences néfastes de la future loi pluriannuelle de programmation de la recherche.

Depuis 2 ans nous combattons ces réformes renforçant la sélection, le tri social, les inégalités dans l'accès à l'éducation et aux études. Toutes les inquiétudes et les critiques exprimées par les salarié·es et les jeunes lors des lois CRE/Parcoursup ou la réforme de l'enseignement professionnel, du bac et du lycée sont aujourd'hui confirmées. Les premières épreuves du nouveau bac en Première (les E3C) se passent mal, elles ne garantissent absolument pas l'égalité de traitement face aux épreuves. La mobilisation contre leur tenue démontre le niveau d'inquiétude et de colère des lycéennes et des enseignant·es.

Les ministres Blanquer et Vidal communiquent sur d'hypothétiques revalorisations salariales combiées au renforcement de la précarité, à l'augmentation de la charge de travail, non-chêtrien et réservées aux seuls enseignant·es titulaires. Le rapport du Conseil d'État rendu public vendredi confirme ce que nous disions : nous n'avons aujourd'hui aucune garantie sur le montant de nos retraites, notre durée de cotisation, ni sur des augmentations de salaires pérennes. La poursuite du gel du point d'indice va au contraire amplifier le décrochage des salaires. Et c'est nous qu'on traite de menteuses et de manipulateur·es trices... !

Face à la contestation, face à la colère des travailleurs, travailleuses, des jeunes, face au refus majoritaire de la réforme des retraites, le gouvernement reste sourd. Pire les ministres et les députés stigmatisent les grévistes et les contestataires traités de « radicaux » « anti-républicains » ; ils et elles menacent, répriment et criminalisent l'action syndicale. Ils et elles s'énervent parce que nous avons raison et que nous convainquons autour de nous de la justesse de notre lutte. Face à la répression, notre force c'est notre nombre et notre solidarité !

Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture // 01-55-82-76-12 // [ferc@cgt.fr](mailto:ferc@cgt.fr)

Alors que les éditorialistes, relais gouvernementaux permanents, ne cessent d'annoncer la fin des mobilisations contre le projet de loi de retraites à points, nous étions des centaines de milliers dans la rue le 24 janvier, tout comme le 23 dans les retraites aux flambeaux organisées dans de nombreuses villes et tous les jours dans des mobilisations nombreuses et multiformes qui toutes montrent la détermination du mouvement social !

Dans l'éducation et l'ESR, les grèves et les mobilisations se poursuivent, se renforcent et se diversifient comme l'ont prouvé les très gros cortèges du 24 janvier. Les personnels mobilisés montrent aussi leur colère devant les réformes en cascades, en jetant de manière symbolique leurs outils de travail devant les directions départementales ou académiques, les préfectures (manuels scolaires obsolètes par la

multiplication de contre-réformes, cartables alourdis symbolisant les charges de travail en augmentation permanente...). Dans les universités et les laboratoires de recherche des AG ont à nouveau réuni personnels et étudiant·es, ils et elles ont réaffirmé leur exigence de retrait de la réforme des retraites. Ils-elles ont aussi débattu des conséquences néfastes de la future loi pluriannuelle de programmation de la recherche.

Depuis 2 ans nous combattons ces réformes renforçant la sélection, le tri social, les inégalités dans l'accès à l'éducation et aux études. Toutes les inquiétudes et les critiques exprimées par les salarié·es et les jeunes lors des lois ORE/ParcourSup ou la réforme de l'enseignement professionnel, du bac et du lycée sont aujourd'hui confirmées. Les premières épreuves du nouveau bac en Première (les E3C) se passent mal, elles ne garantissent absolument pas l'égalité de traitement face aux épreuves. La mobilisation contre leur tenue démontre le niveau d'inquiétude et de colère des lycéen·nes et des enseignant·es.

Les ministres Blanquer et Vidal communiquent sur d'hypothétiques revalorisations salariales corrélées au renforcement de la précarité, à l'augmentation de la charge de travail, non-chiffrées et réservées aux seuls enseignant·es titulaires. Le rapport du Conseil d'État rendu public vendredi confirme ce que nous disons : nous n'avons aujourd'hui aucune garantie sur le montant de nos retraites, notre durée de cotisation, ni sur des augmentations de salaires pérennes. La poursuite du gel du point d'indice va au contraire amplifier le décrochage des salaires. Et c'est nous qu'on traite de menteur·ses et de manipulateur·trices... !

Face à la contestation, face à la colère des travailleurs, travailleuses, des jeunes, face au refus majoritaire de la réforme des retraites, le gouvernement reste sourd. Pire les ministres et les député·es stigmatisent les grévistes et les contestataires traités de « radicaux » « anti-républicains » ; ils et elles menacent, répriment et criminalisent l'action syndicale. Ils et elles s'énervent parce que nous avons raison et que nous convainquons autour de nous de la justesse de notre lutte. Face à la répression, notre force c'est notre nombre et notre solidarité !

La FERC appelle à renforcer la grève et les mobilisations dans les établissements scolaires et écoles publiques et privées, les services, les universités, les laboratoires de recherche, les associations jusqu'au retrait de la réforme. Elle appelle à poursuivre les discussions et les mobilisations dans les lycées et les universités avec la jeunesse mobilisée et les autres secteurs en lutte. Elle appelle à faire du 29 janvier une nouvelle journée massive de grève et de manifestation interprofessionnelle partout en France, à construire des actions les 30 et 31 janvier et au-delà jusqu'à la victoire.

*Montreuil, le 26 janvier 2020*